

*Prise de parole Fabrice DAVID, UL CGT Saint-Nazaire.*

*Mobilisation nationale de la CGT dans le cadre des négociations « Sécurisation de l'emploi » et « Retraites complémentaires AGIRC-ARRCO »*

*13 décembre 2012. Chambre de Commerce et d'Industrie.*

Aujourd'hui, ici, à Saint-Nazaire, comme partout en France, la CGT a appelé à se mobiliser pour faire entendre au gouvernement une autre voix que celle du Medef dans le cadre des négociations sur la sécurisation de l'emploi et des retraites complémentaires Agirc-Arrco.

Et je vous le dit tout de go mes camarades, pour nous faire entendre par les locataires de l'Élysée et de Matignon, nous avons intérêt à crier bien fort pour couvrir les roucoulements des pigeons patronaux qui attirent ce gouvernement comme le chant des sirènes attirent les marins.

L'objectif du patronat pour ces négociations : obtenir une régression sociale historique après le cadeau fiscal de 20 milliards d'euros qui lui a déjà été accordé par le gouvernement, sans aucune contrepartie.

Le Medef utilise la crise pour imposer un libéralisme effréné, en faisant un chantage permanent sur l'emploi : On nous dit que pour sortir les entreprises du gouffre, la seule solution, c'est d'accepter sans broncher une remise en cause des droits sociaux et d'abaisser le soit-disant « coût du travail » : plus de flexibilité, moins de salaires, des horaires de travail élastiques sans compensation, plus de facilité pour les employeurs de licencier ... et tout cela au nom de la compétitivité !

Avec les propositions du Medef, c'est la fin du CDI, trop rigide !

Avec le Medef, c'est des licenciements plus faciles, sans contraintes ni recours juridiques pour les salariés, et avec une réduction des indemnités.

Avec le Medef, se sont les salariés qui servent de variable d'ajustement.

Ce que veut le patronat, ce sont des salariés Kleenex : on s'en sert et on les jette !

Allons-nous laisser faire alors que c'est nous, salariés, qui produisons les richesses ? Comment pourraient-ils continuer à s'engraisser sans nos compétences, nos savoirs-faire, notre intelligence du métier ?

C'est à nous de placer les curseurs, c'est à nous de déterminer ce que vaut notre force de travail, c'est à nous de poser nos conditions !

Par quel droit divin, le patronat serait-il seul décideur de ce qui est bien ou non pour l'économie, pour notre société ?

Parce qu'il a investi de l'argent dans une boîte ?

Et nous alors ? combien avons-nous investi, en tant que salarié par notre travail et aussi en tant que contribuables : car nos impôts servent à la formation des futurs salariés, payent les infrastructures de transport, de l'énergie, permettent des aides financières en tout genre ... toute une batterie d'outils et de services payée par nos soins et sans lesquels une entreprise ne pourrait pas se développer.

Il y a une chose de sûr : pour faire vivre notre société, on se passera plus facilement des patrons que des salariés !

Concernant les négociations sur les régimes de retraites complémentaires Agirc et Arrco, le Medef est sur la même longueur d'onde.

Prétextant de la situation financière dégradée des régimes, le Medef a clairement annoncé la couleur. La mesure phare consisterait en un gel des pensions pendant 3 années ou une sous indexation (1 point en dessous de l'inflation) pendant cinq ans.

Dans les deux cas, la perte de pouvoir d'achat s'élèverait à environ 6 %, en supposant une inflation moyenne de 2 %.

D'autres mesures sont également évoquées, en particulier pour durcir les conditions d'accès à la réversion.

Je ne détail pas ici toutes les mesures régressives proposées par le Medef dans cette négociation, car c'est un peu complexe, mais ce qu'il faut en retenir, c'est qu'elles se traduiront une fois encore par un sacrifice financier à la seule charge des salariés et retraités. 18 millions de salariés et 11 millions de retraités sont concernés par ces régimes.

Après les 20 milliards d'euros supplémentaires « *d'allègement du coût du travail* » que vient d'obtenir le patronat, qui s'ajoutent aux 172 milliards d'euros d'aides publiques dont bénéficient déjà les entreprises et qui, au regard des chiffres du chômage, ont démontré leur inefficacité...

Après ces 20 milliards d'euros, quel cadeau supplémentaire le gouvernement va t'il encore concéder au capitalisme alors qu'on nous demande, à nous, de bien avoir la gentillesse de crever en silence ?

Rappelez-vous, il y a un peu plus de 8 mois, on nous avait promis le changement, maintenant.

Or, vous l'aurez remarqué comme moi, mise à part la photo du Président dans les mairies, il n'y a pas grand chose qui a changé.

Soit le PS considère que seule une politique d'austérité (à la Sarko) permettra de sortir de la crise et alors c'est qu'il a menti dans sa campagne électorale et donc trahi le peuple de France ;

Soit il considère que d'autres choix de société et une autre politique sont possibles et alors : qu'attend-il pour la mettre en œuvre ?

Je pense qu'il est grand temps de rappeler au Président Hollande qu'il a été élu pour rompre avec le libéralisme, pas pour le conforter !

Pouvons-nous continuer, passivement, à regarder le nombre de privés d'emploi grimper chaque jour ? + 16,5 % en 1 an sur notre territoire, titraient hier les journaux. Ils sont près de 8000 privés d'emploi sur notre bassin nazairien, sans compter tous celles et ceux qui sont exclus du système et donc non comptabilisés, ou tous les salariés précaires avec des contrats de quelques heures par mois.

Pouvons-nous continuer, passivement, à regarder les patrons se gaver, malgré la crise, à l'instar de ceux du CAC 40 qui ont vu leur rémunération augmenter encore de 5 % entre 2010 et 2011. Les 14 premiers dirigeants français ont pétés les scores avec une rémunération, chacun, équivalente à 240 SMIC. C'est une honte quand des milliers de familles vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.

Cette période compliquée, cette période difficile que nous vivons, que les salariés vivent, que tous les peuples européens vivent, cette période il faut aussi la saisir pour ce qu'elle est : une réelle opportunité pour nous d'abattre, ou tout au moins d'affaiblir, ce système capitaliste qui fait la preuve au grand jour qu'il ne sert la cause que d'une minorité privilégiée, une minorité de spéculateurs, au détriment du plus grand nombre, au

détriment de l'intérêt général et de la réponse aux besoins des peuples.

Nous sommes probablement face à une période de notre histoire où un virage politique peut être pris, mais pour cela, vous le savez, nous avons besoin d'un mouvement social fort, un mouvement social d'ampleur. Et je pense que ce mouvement, on peut le construire, d'ici à Saint-Nazaire et d'ailleurs.

Aussi, je vous annonce dès aujourd'hui que l'UL CGT de Saint-Nazaire ne restera pas l'arme au pied à regarder nos emplois disparaître, à regarder notre système social solidaire voler en éclats pour quelques appétits capitalistes.

Dès le mois de janvier prochain, nous organiserons, ici à Saint-Nazaire, un grand mouvement pour l'emploi, les salaires, la protection sociale. Nous vous donnerons toutes les modalités dès la semaine prochaine à l'issue de notre assemblée des syndicats et sections CGT du territoire.

Ce mouvement nous le souhaitons comme un point de convergences de toutes les luttes en cours dans les entreprises, comme un moment fort pour exprimer notre colère face à cette gestion du monde qui marche sur la tête et exprimer notre volonté, nos propositions pour une autre société plus juste, plus solidaire et répondant à l'intérêt général !

Voilà, je vous laisse sur cette proposition d'un grand mouvement social que je vous demande de cogiter et de préparer dès maintenant pour que nous soyons, en janvier, le plus grand nombre dans la rue.

Reposez-vous bien pendant la trêve des confiseurs car nous aurons besoin de toute votre énergie à la rentrée !

Je vais maintenant passer la parole à tous mes camarades qui souhaitent dire un mot sur la situation de leur entreprise ou de leur collectivités car il est important que chacun d'entre nous soit bien au fait des luttes qui s'engagent un peu partout.

Navale (qui était en action hier), RFS, SIDES, SDEL

CPAM, en lutte le 17/12 pour les salaires et contre les politiques de casse de la sécurité sociale.

Action contre l'ouverture des commerces le dimanche

Action de soutien travailleurs grecs le 17/12, CPH 10h

Rendez-vous pour un grand mouvement en janvier

et d'ici là bonnes fêtes de fin d'année à tous